

**Siège :**

**9 Rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC SUR MER**

**☎ 05.56.73.29.26**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 13 AVRIL 2017  
D13042017/065**

**PRESIDENT :** Xavier PINTAT

**ETAIENT PRESENTS :**  
**Membres titulaires :**

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU,  
Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,  
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL,  
Jean Luc PIQUEMAL, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON,  
Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, Daniel JAFFRELOT,  
Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,  
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Jean Jacques LAOUE, Bernard BESSAC,  
Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG,  
Tony TRIJOLET, Alfred AUGEREAU,

**ETAIENT REPRESENTES :**

Jacques BIDLUN (pouvoir à Alfred AUGEREAU)  
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)  
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Tony TRIJOLET)

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

Jean-Louis DUCLOU, Claudette RAUTUREAU,

**Membres suppléants remplaçants  
un membre titulaire**

**Membres suppléants :**

Geneviève CHAUSSIER

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Dominique FEVRIER

**Objet : SURVEILLANCE DES PLAGES DE LA SAISON 2017- REGIME DES ASTREINTES  
TECHNIQUES DES AGENTS COMMUNAUTAIRES**

**Rapporteur : Xavier PINTAT, Président**

**Vote : UNANIMITE**

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;
- Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2001- 623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 et l'arrêté ministériel du 18 février 2004 relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ;

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement

Considérant que l'impératif de sécurité et de continuité du service de surveillance des plages nécessite que la collectivité définisse un régime d'astreintes lors des week-ends, des nuits et des jours fériés,

Il est proposé au conseil communautaire de fixer le régime des astreintes comme suit :

#### **DEFINITION DE L'ASTREINTE :**

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail et peut donner lieu au versement d'une indemnité (indemnité d'intervention) ou d'une compensation en temps.

On distingue 3 types d'astreintes pour la filière technique :

- L'astreinte d'exploitation qui concerne la situation des agents tenus, pour des raisons de nécessité de service, de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir dans le cadre d'activités particulières.
- L'astreinte de sécurité qui concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent.
- L'astreinte de décision qui concerne la situation du personnel d'encadrement pouvant être joint directement par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

Pour l'ensemble des autres filières, il existe un seul type d'astreinte : l'astreinte de sécurité.

#### **CAS DE RECOURS AUX ASTREINTES :**

Seule l'astreinte de sécurité sera mise en place, les week-ends et les jours fériés pendant la période d'ouverture des postes de secours de fin avril à fin septembre.

#### **EMPLOIS CONCERNES :**

Filière technique : Le responsable du service technique, le coordonnateur de la surveillance des plages et les agents des services techniques.

#### **MODALITES D'ORGANISATION :**

Les agents devront être joignables pendant toute la période d'astreinte et, intervenir en toutes situations de nature à mettre en cause la continuité du service de surveillance des plages.

Ils pourront être contraints de se déplacer sur les postes de secours et la base hélicoptère du Huga à Lacanau.

Ils disposeront d'un téléphone portable, d'une voiture de service et de l'accès à l'ensemble des bâtiments concernés ainsi qu'au local de stockage du matériel de surveillance des plages situé à Carcans.

#### **MODALITES DE REMUNERATION OU DE COMPENSATION :**

##### **Les indemnités d'astreintes :**

L'astreinte est une situation de veille, elle n'est pas considérée comme du temps de travail effectif. Elle donne lieu à une indemnisation forfaitaire.



Les indemnités suivantes s'appliquent aux agents de la filière technique.

Périodes d'astreinte de sécurité	Rémunération	Ou	Repos compensateur
La semaine d'astreinte complète	149,48€		Une journée et demie
Du lundi matin ou vendredi soir	45,00€		½ journée
Du vendredi soir au lundi matin	109,28€		1 journée
Une nuit de semaine	10,05€		2 heures
Un samedi	34,85€		½ journée
Un dimanche ou un jour férié	43,38€		½ journée

### L'indemnisation horaire :

Les interventions effectuées à l'occasion d'une période d'astreinte peuvent donner lieu à une compensation en temps majorée ou à une rémunération.

Une même heure d'intervention ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une rémunération.

- Agents éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) :**

Le temps passé en intervention donne lieu au versement d'I.H.T.S (heures supplémentaires) selon le barème et les plafonds réglementaires, sur présentation des justificatifs (relevé ou compte-rendu d'intervention) ou à l'octroi d'un repos compensateur.

La réglementation ne prévoit pas la possibilité d'octroyer un repos compensateur **majoré** pour les agents relevant de la filière technique.

- Agents non éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) :**

Le repos compensateur, comme l'indemnité d'intervention, sont réservés aux agents non éligibles au bénéfice des IHTS.

Les jours et heures du repos compensateur sont fixés par le responsable de service, compte tenu du vœu de l'intéressé et des nécessités du service.

L'indemnisation horaire et les repos compensateurs des interventions effectuées pendant les périodes d'astreinte, sont fixés ainsi :

PERIODE D'INTERVENTION	Personnels ne pouvant prétendre au versement d'I.H.T.S Cadre d'emploi des ingénieurs		Autres cadres d'emploi de la filiale technique
	Indemnité d'intervention	ou Repos compensateur majoré	Versement d'I.H.T.S Ou octroi de repos compensateur Majoration du repos compensateur non prévus par les textes
Nuit	22 € / heure	150 %	
Samedi	22 € / heure	125 %	
Dimanche et jour férié	22 € / heure	200 %	
Jour de semaine	16 € / heure		
Repos imposé par l'organisation collective du travail		150 %	

Les agents non titulaires de droit public relevant de catégories assimilables aux fonctionnaires et exerçant des fonctions équivalentes peuvent bénéficier des indemnités prévues dans la présente délibération, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires.

### PARTICULARITES :

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre, elles ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre d'une même période).

Il est proposé au conseil communautaire, la mise en place des astreintes telles qu'exposées ci-dessus et précise qu'il conviendra de réévaluer les montants des indemnités indiqués ci-dessus en cas de changement des montants de référence.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 30/03/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DECIDE

- la gestion des astreintes pour le service technique telle qu'exposée ci-dessus, à compter du 29/04/2017.
- la réévaluation des montants des indemnités en cas de changement des montants de référence.

Nombre de membres en exercice : 38  
Nombre de membres présents : 33  
Nombre de suffrages exprimés : 36  
Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
FAIT À SOULAC SUR MER, le 13 AVRIL 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**  
Sénateur de la Gironde  
Maire de Soulac-sur-Mer